

Le premier policier dans un collège - 1/1

Sous la demande de Sarkozy un policier sera présent en permanence dans le collège de Villeneuve-La-Garenne dès lundi. Sûrement le premier d'une longue série...

Après la quasi généralisation des cameras de sécurités à l'entrée des collèges de France y compris dans des établissements très calme comme le collège Didier Lamoulié de Miramont-de-Guyenne, la nouvelle mesure sera donc un policier.

C'est après le jet d'une bouteille d'acide dans la cour qui n'avait blessée personne, que les professeurs avaient arrêté les cours pour une durée de 2 jours en utilisant leur "droit de retrait" qui leur avait été refusé que cette mesure à été mise en place.

Un policier dit referent sera donc présent dans cette établissement classé Zone d'Éducation Prioritaire et qui malgré l'évènement exceptionnel (voir au-dessus) est considéré comme calme.

Les professeurs sont majoritairement contre cette mesure d'autant que ce collège ne compte que 2 surveillants pour 750 élèves et de 2 aides éducateurs, ils demandent 2 surveillants supplémentaires et un conseiller d'éducation pour encadrer les élèves.

Cette mesure à été acceptée par le conseil de l'établissement mais tous ceux qui les fréquentes savent très bien qu'ils sont loin d'être très représentatif. Puisque les 7 professeurs qui représentaient leurs collèges ont tous votés contre cette mesure surtout avec un manque de personnels.

Cette mesure prise par le ministre de l'intérieur et non par celui de l'Éducation Nationale montre d'une part la vision que notre gouvernement qui montre sa vision de l'éducation nos établissements deviennent des prisons avec caméras, policiers, grillages sécurisés... Notre Éducation va de plus en plus vers le modèle américain que se soit d'un point de vu de la sécurité qui d'ailleurs n'a pas empêché de véritable carnage comme celui de Littolton. Mais également d'un point de vu scolaire avec l'amande pour absentéisme comme en Grande-Bretagne, mais surtout les baisses de budget à l'image de nos universités qui sont moitié moins financer que celles de la Suisse.